

Le Japon et la Corée du Sud, deux pays de l'Atlantique Nord ?

Jean-Yves Colin

N#2022-07

4 Juillet 2022

A propos d'Asia Centre:

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.



Le Japon et la Corée du Sud, deux pays de l'Atlantique Nord ?

Jean-Yves Colin

4 Juillet 2022

La réunion récente de l'OTAN à Madrid a suscité à juste titre beaucoup de commentaires relatifs à la résurrection de cette organisation après l'agression russe en Ukraine, à sa réaction actuelle ou en cas d'élargissement du conflit, et à la future adhésion de la Finlande et de la Suède faisant suite à la conclusion d'un protocole d'accord entre ces deux pays et la Turquie. En revanche deux événements n'ont que peu retenu l'attention des observateurs, tout au moins de ceux d'Europe et de France en particulier.

Le premier était inimaginable il y a quelques mois : la présence du Japon et de la Corée du Sud, invités avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Si celle d'États ex-membres de l'Empire britannique qui ont combattu du côté des alliés contre le Reich de Guillaume II et le 3ème Reich nazi pouvait se comprendre, les présences nipponne et sud-coréenne surprennent davantage. Lors de la réunion du G7 en Bavière qui a précédé celle de Madrid, le Premier Ministre japonais Kishida Fumio l'a justifiée d'avance en soulignant que de son point de vue la situation en Asie du Nord, à savoir les menaces chinoises, nord-coréenne et russe, est indissociable de celle dans l'est de l'Europe. Il a repris cette position à Madrid. Le Président Yoon Suk-yeol a naturellement insisté sur la question nord-coréenne dans son discours devant les membres de l'OTAN. Les deux dirigeants peuvent douter que les membres de l'OTAN, surtout européens, soient aussi sensibles au risque nucléaire nord-coréen qu'iranien. Le rappeler est alors utile de leur point de vue. Conscients des références géographiques et historiques de l'OTAN, ils n'ont certainement pas l'intention de faire adhérer leur pays à l'organisation. Toutefois ils souhaitent renforcer les liens militaires avec l'OTAN et ses pays-membres. D'ores et déjà plusieurs pays européens, notamment la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, ont montré à plusieurs reprises leur volonté de préserver la liberté de circulation maritime et la sécurité en Indo-Pacifique en envoyant des navires militaires ou en participant à des exercices conjoints. C'est un sujet vital pour ces deux grandes économies d'Asie du Nord.

La participation du Japon et de la Corée du Sud à la réunion de Madrid va dans cette direction. Ces deux pays savent que leur sécurité dépend de la protection américaine en hommes et matériels, et de leurs propres forces militaires via leurs budgets de défense et leurs industries de défense. Pour autant avoir le soutien de l'OTAN leur est de grande valeur. Par ailleurs ils espèrent que l'OTAN développera son recours à leurs industries d'armement et d'électronique.

Ce faisant, le Japon s'inscrit dans une continuité de la politique ouverte par l'ancien Premier Ministre Abe Shinzo : elle visait la Chine mais la détérioration des relations nipponno-russes depuis le lancement de l'opération spéciale du Président Poutine lui ajoute une dimension nouvelle. Dans le cas coréen, il s'agit davantage d'un changement. L'ancien Président Moon Jae-in était soucieux de marquer un certain équilibre entre Washington, allié incontournable, et Pékin, premier partenaire commercial et aussi intermédiaire souhaité dans la perspective de rétablissement d'un dialogue avec Pyongyang. Sa relation avec Abe Shinzo était notoirement mauvaise et n'avait pas connu d'amélioration avec ses successeurs Suga et Kishida ; cette tension entre voisins ne facilitait pas l'implication d'autres puissances en Asie du Nord. Le Président Yoon a clairement opté pour un nouveau point d'équilibre et un renforcement de la relation avec les États-Unis comme l'a montré la visite de J. Biden à Séoul en mai ; il veut aussi normaliser les relations de la Corée du Sud avec le Japon en trouvant une solution commune concernant les récurrentes tensions historiques entre les deux États, et en fait une priorité politique.

Le second événement notable de Madrid a été la réunion trilatérale entre Joe Biden, Kishida

Fumio et Yoon Suk-yeol. La dernière trilatérale entre dirigeants américain, japonais et sud-coréen datait de septembre 2017 en marge de l'assemblée générale de l'ONU. Une très brève rencontre (quelques minutes) Kishida-Yoon eut lieu au tout début de la réunion de Madrid. L'objectif de la trilatérale était de parler de nouveau de la Corée du Nord et de la Chine mais aussi d'engager un dialogue sur les pistes de sortie des tensions entre Tokyo et Séoul. Le Président Yoon s'est déclaré satisfait et même "confiant" au terme de cette réunion trilatérale et peut sans doute compter sur une attitude plus positive de l'actuel Premier Ministre nippon que de Abe Shinzo. Il faut cependant rester prudent car en Corée du Sud dans l'opinion publique et au Japon dans les milieux politiques et composantes du Parti Libéral-Démocrate, les sensibilités sont fortes et s'exaspèrent facilement.

Cette participation de la Corée du Sud et du Japon comme de l'Australie et de la Nouvelle Zélande a amené l'OTAN à discuter non seulement de la Russie mais aussi de la Chine dont les ambitions, selon le document final de la réunion, "défient nos intérêts, notre sécurité, nos valeurs". Sous pression américaine et en présence de ses alliés de la zone Indo-Pacifique, l'OTAN ne pouvait que durcir le ton vis à vis de la Chine. Cela a suscité une rapide réaction de Pékin et des commentaires modérateurs européens, notamment d'E. Macron, peu désireux d'un second front, qu'il soit diplomatique ou, pire, militaire, quand le front ukrainien paraît condamné à perdurer.